



2 rue Louis Blanc - 64000 PAU

ihs64@orange.fr

<https://ihs64.fr/index.php>

Pyrénées 64 en lutte



N° 10 - AVRIL 2026

Nouvelle série (Bulletin N° 86)

N° ISSN 3040-0406

Édito

Alain Serre

PAIN, PAIX, LIBERTÉ

Ce célèbre slogan, scandé dans les manifestations en 1936 par les travailleurs en lutte nous revient en mémoire à l'occasion des 90 ans du Front populaire.

Une période de 13 mois entre la victoire de la gauche aux élections législatives des 26 avril et 3 juin et la démission du gouvernement dirigé par Léon Blum le 21 juin 1937 qui a marqué notre histoire sociale.

La victoire du Front populaire a donné des ailes à la classe ouvrière qui s'est engagée dans la grève générale avec occupations des usines, des grands magasins, dans une atmosphère combative, joyeuse et festive.

Lorsque l'on évoque 1936, on pense aux congés payés, aux grèves qui ont paralysé l'activité économique, à l'unité retrouvée de la CGT ainsi que celle du mouvement ouvrier, à l'espoir des travailleurs, à leur dignité, au rapport de force créé dans les luttes et au renforcement de la CGT.

Mais c'est aussi la mobilisation de la classe ouvrière en France pour la paix, alors que Hitler est devenu chancelier avec le soutien d'une partie du patronat et de la petite bourgeoisie qui favorise l'avènement du national-socialisme avec la menace de guerre imminente sur fond de division du mouvement ouvrier allemand.

Pain, Paix, Liberté, c'est aussi un appel à la défense des droits de l'homme, à la lutte contre l'extrême-droite, à faire acte de résistance contre les totalitarismes fasciste et nazi, à agir avec force pour la dissolution des ligues fascistes en France, à apporter toute la solidarité nécessaire aux républicains espagnols en lutte contre Franco.

Ces trois mots sont d'une brûlante actualité dans la situation internationale et nationale du moment, où le mouvement syndical et en premier lieu la CGT doit

rassembler le plus largement possible pour exiger sur tous les terrains de guerre le cessez le feu, l'arrêt des génocides, la paix, la défense des conquises sociales et le respect des libertés démocratiques et syndicales alors que plus de mille militants de la CGT sont poursuivis par la justice dont notre secrétaire générale Sophie Binet.

L'histoire sociale nous rappelle les exigences et les urgences du moment quand il est minuit moins une !

Vous trouverez dans ce numéro la deuxième partie de l'article consacré à 1936 et dans les deux autres revues de l'année, nous reviendrons sur les grèves menées en 1936 dans notre département.

Notre institut poursuit sa démarche de proximité en direction des syndicats CGT du département et nous projetons de nouvelles rencontres et rappelons notre disponibilité pour participer aux congrès et assemblées générales des organisations.

Nous les invitons à nous contacter et à rejoindre les vingt-trois organisations CGT du département qui sont adhérentes à notre institut.

Nous avons besoin du concours et de la participation du plus grand nombre pour faire vivre l'histoire sociale dans les Pyrénées-Atlantiques en étant des passeurs de mémoire au service des militant·es.

Pain, Paix, Liberté, c'est une revendication d'une grande actualité face au capital en crise et aux appétits du patronat, qui ouvre la voie aux luttes unitaires bloquant l'économie capitaliste et aux transformations sociales auxquelles nous aspirons.

Comme en 1936... « La vie est à nous » !

IL Y A 90 ANS : 1936 ENTRE DANS L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS !

Alain Serre

DES GRÈVES AVEC OCCUPATION AUX CONQUIS SOCIAUX

Le 11 mai 1936 au Havre, la direction de l'usine Bréguet licencie deux militants syndicaux et aussitôt 600 travailleurs se mettent en grève et occupent l'usine en réaction à cette attaque antisyndicale.

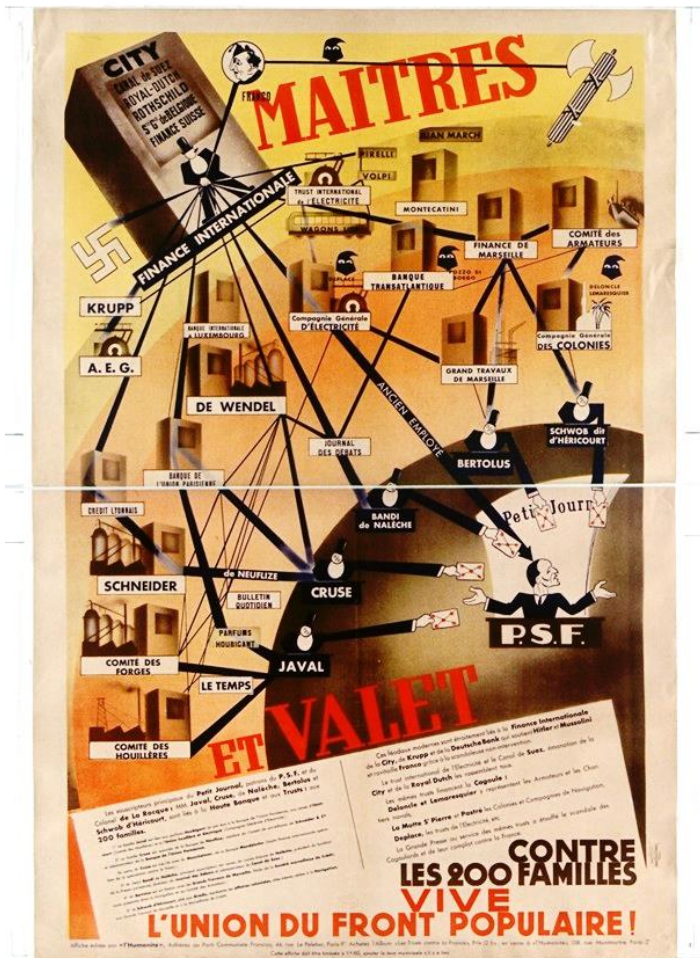
Le 13 mai, chez Latécoère à Toulon et le lendemain chez Bloch à Courbevoie, les salariés dénoncent leurs conditions de travail et de rémunération en se mettant en grève.

Le 28 mai, la Régie Renault est occupée à Billancourt, la presque totalité des entreprises de la métallurgie en région parisienne sont en grève et le mouvement gagne tout le pays.

Devant l'ampleur de la mobilisation, il n'y aura pas de répression durant le conflit et la police se gardera bien d'aller déloger les grévistes occupant les usines et les grands magasins.

Il y a une première négociation entre le Groupement des industries métallurgiques et mécaniques de la région parisienne (GIMM) et le syndicat CGT des métaux le 30 mai, mais les grèves repartent le 2 juin et se généralisent dans beaucoup d'autres secteurs.

Toute l'industrie, le commerce, les banques, les assurances, les taxis et les cafés sont touchés par la grève et les usines et les grands magasins sont occupés jour et nuit par les grévistes.



EDITION SPÉCIALE

DE PARIS

LE NOMBRE : 28 semaines

LE NUMERO : 28 semaines

LUNDI

1937

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

Directeur : PAUL FAVRE

Administrateur-Délégué : JEAN LEBAS

Après le triomphe électoral

LE POUVOIR!

Le Parti socialiste vient de remporter une éclatante victoire

Avec ses 146 élus, il constitue à la Chambre le groupe de beaucoup le plus nombreux

C'est au Parti socialiste de présider le Gouvernement du Front Populaire

Les partis qui ont adhéré au Rassemblement Populaire et qui ont accepté le programme commun de revendications immédiates constituent la grosse majorité de la Chambre

La région parisienne tout entière est acquise au Front Populaire. A Paris il dénombre 22 sièges sur 39, dont 18 aux communistes et un aux socialistes; dans la banlieue, sur 21 sièges il en dénombre 18 dont 16 aux communistes et deux aux socialistes; en Seine-et-Oise, sur 15 sièges, il remporte ses communistes, un aux socialistes, un au Front Social et un aux pétitionnaires

Les 146 députés socialistes se répartissent dans 27 départements. Le Parti a la totalité des sièges socialistes dans l'Ailier, dans l'Ange et dans la Haute-Vienne; la majorité des sièges dans les départements suivants : Aisne, Haut-Rhin, Ardeche, Cantons, Haute-Garonne, Gers, Indre-et-Loire, Isère, Nord et Saône-et-Loire; la moitié des mandats dans le Cher, le Drôme, le Gard, le Lot-et-Garonne, le Puy-de-Dôme, la Tarn et la Vendée

Résultats officiels des élections

communiqués par le ministère de l'Intérieur et portant sur 614 sièges

	Voix	Sièges	Parti
Socialistes S. F. I. O.	97 146 49	—	—
Communistes	10 72 62	—	—
P. U. P. et dissidents	11 10	1	—
Union Socialiste Républicaine	45 26	19	—
Indépendants	21 9	12	—
Radicaux	158 115	43	—
Gauche radicale et rad. indép.	65 31	34	—
Republicains de gauche	99 83	16	—
Démocrates populaires	22 23	—	—
U. R. D.	76 88	12	—
Conservateurs	6 11 5	—	—
Total	611 614 128 125	614	128 125

Le scrutin s'applique par trois circonscriptions départementales. Manquent encore quatre résultats

LE PARTI SOCIALISTE EST PRÊT

C'est une question de date. C'est un gouvernement de Front Populaire qui sera le premier à être élu. Le Parti socialiste est prêt à accepter le programme commun de revendications immédiates qui constitue le programme du Front Populaire. Le Parti socialiste est prêt à accepter le programme commun de revendications immédiates qui constitue le programme du Front Populaire. Le Parti socialiste est prêt à accepter le programme commun de revendications immédiates qui constitue le programme du Front Populaire.

Chaque matin, les grévistes tiennent une assemblée générale et décident de la conduite de la lutte et procèdent à un vote, faisant vivre la démocratie en permanence.

La solidarité s'exprime sur chaque lieu de travail occupé et la lutte est aussi festive et joyeuse, la classe ouvrière montre sa capacité à gérer cet immense conflit avec détermination et efficacité en s'appuyant sur une CGT puissante qui se renforce.

Les femmes prennent une grande place dans les luttes, notamment dans les grands magasins parisiens où elles vont fortement se syndiquer pour construire un rapport de force qui va obliger les patrons à négocier.

Dès qu'une grève s'arrête, une autre commence ou repart, parce que les travailleurs considèrent qu'ils n'ont pas obtenu assez et dans ce contexte, une troisième vague de grèves avec occupation a lieu fin mai et tout début juin. À ce moment, la bourgeoisie et le patronat prennent peur que ce conflit s'étende encore et mette en péril leur domination politique et économique.

La grève ne touche pas les chemins de fer, ni la poste ni les services mais les forces du capital demandent à Léon Blum, qui vient de prendre la présidence du Conseil, d'ouvrir de toute urgence des négociations pour sauver la propriété privée des moyens de production.

Pendant ce conflit historique, il y a eu 12 000 grèves dont les trois quarts avec occupation, plus de deux millions de grévistes ayant un sentiment de dignité, de liberté et d'émancipation, dans un contexte de totale démocratie ouvrière et syndicale.

Dès le 7 juin, Léon Blum réunit à Matignon la CGT et le patronat (CGPM) qui est obligé de reconnaître la Confédération générale du travail au plan national comme un interlocuteur légitime et représentatif.

Au cours de la négociation, Benoît Frachon fait venir à Matignon Martha Desrumaux, dirigeante syndicale du Nord, pour apporter les fiches de paye des ouvrières du textile et démontrer devant le patronat et le gouvernement la faiblesse des salaires et l'urgence d'accorder des augmentations substantielles.

Martha Desrumaux est la seule femme qui participe aux négociations et sa venue a contribué à l'avancée des discussions sur les hausses de salaire.

Devant l'ampleur du mouvement de grèves, le gouvernement et le patronat veulent reprendre en main la situation et les patrons vont devoir céder sur beaucoup de points.

- Les salaires les plus bas sont augmentés de 15% et les autres de 7% au minimum.
- La généralisation des conventions collectives est obtenue.
- L'élection de délégués ouvriers est acquise dans les entreprises de plus de 10 salariés.
- Les salariés, pour la première fois, obtiennent 15 jours de congés payés.
- La semaine de travail est maintenant d'une durée légale de 40 heures.

Les nouvelles lois sont votées dans les jours qui suivent à l'Assemblée nationale et entre 1936 et 1938, plus de 6 000 accords sont signés dans les entreprises et 23 000 délégués du personnel sont élus.

Une page de l'histoire du mouvement ouvrier et syndical vient de s'écrire et la victoire remportée n'éteint pas la lutte des classes, car le patronat veut prendre sa revanche et de nombreuses luttes reprennent pour le respect du droit syndical.

La CGT se renforce considérablement puisqu'elle rassemble en 1937 plus de quatre millions d'adhérents, dont beaucoup de jeunes qui vont constituer une nouvelle génération de militants.

La fédération CGT de la métallurgie s'est fortement renforcée et compte 850 000 adhérents, ce qui signifie que 72% des salariés de cette branche sont syndiqués et ont forgé par les luttes un rapport de force considérable.

Avec de nouveaux moyens financiers, la fédération CGT de la métallurgie va créer la Mutuelle du métallurgiste, une clinique syndicale en mars 1937 à Boulogne-Billancourt et l'hôpital métallurgiste des Bluets à Paris en novembre 1938. Puis achète des châteaux pour fonder des colonies de vacances et des maisons de repos.

Alors que la CGT modère son action revendicative, Léon Blum annonce la pause en février 1937 et dévalue le franc, ce qui a pour conséquence une reprise de l'inflation et une baisse du pouvoir d'achat.

Le patronat ne désarme jamais et opère une réorganisation de ses structures dès la fin de 1936 en centralisant et coordonnant ses différentes organisations pour donner naissance à la Confédération générale du patronat français (CGPF).

Le patronat français qui a déclaré : « *Plutôt Hitler que le Front populaire* » édite un manifeste en 1937 intitulé : « *Patrons, soyez des patrons !* ».

Le ton est donné sans équivoque et des difficultés apparaissent pour obtenir le renouvellement des conventions collectives et l'application des 40 heures.

LA LUTTE DES CLASSES NE CESSE JAMAIS !

Sur le plan international, la guerre d'Espagne commence le 18 juillet 1936.

Un putsch éclate contre la République élue. Se rassemblent derrière des généraux dont Franco à leur tête, l'armée aristocrate, l'Église, les organisations fascistes bien décidées à écraser les républicains et le Front populaire espagnol.

Le gouvernement espagnol demande de l'aide à la France mais Blum se résigne à la non-intervention pour ménager l'Angleterre, alliée qui est antirépublicaine, et son opposition de droite en France, confirmant ainsi son positionnement au service des intérêts du capital et son manque de combativité pour barrer la route au fascisme.

Le Parti communiste dénonce la politique de la SFIO et du Parti radical et demande : « *des avions et des canons pour l'Espagne* ».



La CGT s'engage en faveur des républicains et engage de nombreuses actions de solidarité.

Les brigades internationales se constituent en septembre 1936 pour aller se battre en Espagne aux côtés des républicains.

32 000 combattants venus du monde entier rejoignent l'Espagne dont 9 500 français, majoritairement membres du PCF et de la CGT.

Le 17 mars 1938, l'armée allemande envahit l'Autriche et il sera bientôt minuit dans le siècle.

L'unité reconstituée dans la CGT en 1936 est à nouveau fragilisée et lors du congrès confédéral de 1938, trois tendances s'opposent :

- les ex-unitaires, sous la conduite de Benoît Frachon ;
- les « centristes », dirigés par Léon Jouhaux ;
- les anticommunistes avec René Belin – qui deviendra ministre de Pétain. Ils sont favorables à une collaboration avec le patronat et recueillent un tiers des voix lors du congrès.

Le 13 avril 1938, Édouard Daladier obtient les pleins pouvoirs et c'est la fin du Front populaire ; le 21 août, c'est la suppression des 40 heures et le 30 septembre à la conférence de Munich, c'est l'abdication face à Hitler, entraînant l'abandon de la Tchécoslovaquie et de l'Espagne.



Le Parti radical rompt avec les orientations du Front populaire le 28 octobre et le 13 novembre Paul Raynaud, ministre des Finances, fait paraître une série de décrets-lois remettant en cause une partie des conquits sociaux obtenus.

La CGT fait le constat amer que le Front populaire n'a pas tenu ses promesses et le 21 novembre, se déclenche un vaste mouvement de grève avec occupation chez Renault.

La réplique du pouvoir et du patronat est féroce, car la police déloge les grévistes et 28 000 ouvriers seront licenciés dont seulement 60% d'entre eux seront réembauchés, ce qui démontre l'ampleur de la répression.

La CGT appelle à une grève bien suivie dans l'industrie et ce sera une épreuve de force le 30 novembre, car l'armée quadrille Paris et sa banlieue et le patronat organise une gigantesque attaque en licenciant temporairement ou définitivement dans le pays 800 000 ouvriers, soit 10% de la population active.

Il s'agit aussi et surtout d'affaiblir la CGT et ses militants sont pourchassés et écartés de l'embauche. Il y aura 15 000 camarades sans travail et 5 000 poursuivis devant les tribunaux.

UNE NOUVELLE PÉRIODE BIEN SOMBRE ARRIVE

L'histoire du Front populaire et celle de la grève générale de 1936 sont toujours bien présentes dans nos mémoires et nous pouvons en tirer de riches enseignements pour comprendre l'actuelle, bien que les situations soient différentes.

L'unité retrouvée de la CGT et la victoire du Front populaire ont donné des ailes et de la force à la classe ouvrière, qui a su conduire son mouvement de grèves avec occupation en faisant vivre la démocratie ouvrière et syndicale.

Elle a contraint le pouvoir et le patronat à une négociation d'ampleur et a obtenu des conquits sociaux importants. C'est bien la grève générale et le blocage de l'économie capitaliste qui a contraint l'adversaire de classe à céder et cette donnée est d'une grande actualité.

Les deux partis ouvriers de l'époque, la SFIO et le PCF, se sont alliés avec un parti bourgeois, le Parti radical, alors perçu par de nombreux électeurs comme républicain progressiste, ce qui a limité fortement le contenu du programme et entravé les perspectives politiques possibles dans cette période d'intense lutte de classe, bien que la victoire électorale ait été obtenue.

Comme l'a dit plus tard Ambroise Croizat, le patronat ne désarme jamais et dès la fin de 1936, il s'est réorganisé pour reprendre la main au compte du capital et tenter de reprendre ce qu'il avait été obligé de céder.

Le patronat et la bourgeoisie ont fait clairement le choix d'Hitler face au Front populaire et surtout par crainte que le mouvement social ne débouche sur une crise révolutionnaire.

Cet enseignement prend tout son sens aujourd'hui devant les menaces fascistes actuelles. Le capital en crise se tourne toujours vers le fascisme pour sauver sa domination politique et économique.

Nous venons de fêter les 130 ans de la CGT et toute son histoire démontre que son unité a toujours été un combat permanent mais qu'elle est indispensable pour que notre confédération puisse tenir toute sa place et jouer le rôle qui est le sien sur le terrain de la lutte des classes.

Revenir sur cette période à l'occasion des 90 ans de 1936, c'est aussi s'armer pour agir aujourd'hui et construire l'avenir !

COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU VENDREDI 20 FÉVRIER 2026

Le vendredi 20 février à 10 H, les membres de l'association IHS CGT 64 se sont réunis dans la salle Gascoin à Orthez, en assemblée générale ordinaire sur convocation du président.

21 présents, 14 camarades ont adressé un pouvoir.

Il a été établie une feuille d'émargement, signée par les membres présents.

L'assemblée est présidée par Jean-Claude Malé, vice-président et trésorier de l'institut.

L'ordre du jour est rappelé par le président de séance :

- Rapport moral et d'orientation et plan de travail 2026 présenté par Alain Serre – Débat et vote
- Rapport financier présenté par Jean-Claude Malé – Débat et vote
- Points divers

➤ **Le rapport moral et d'orientation et le plan de travail 2026 est présenté par Alain Serre, président de l'institut**

qui revient sur le travail réalisé en 2025 en soulignant les avancées réalisées et les difficultés rencontrées. L'institut s'est renforcé en augmentant le nombre de ses adhérents tant individuels que collectifs.

La feuille de route 2026 est énoncée avec pour fil conducteur les 90 ans de 1936, la programmation de plusieurs conférences, le renforcement des liens avec les organisations CGT du département et la poursuite de la bataille de la lecture. Un échange a lieu entre les participants sur les thèmes proposés et un large accord se fait sur les objectifs proposés.

Le rapport moral et d'orientation ainsi que le plan de travail 2026 sont adoptés à l'unanimité.

➤ **Le rapport financier 2025 est présenté par Jean-Claude Malé.**

Un document récapitulatif des comptes de l'exercice 2025 est remis à chaque participant (document en annexe). Les comptes de l'exercice 2025 sont équilibrés.

Il est répondu à toutes les questions posées et le rapport financier est voté à l'unanimité.

➤ **Assemblée générale extraordinaire :**

Jean-Claude Malé propose au vote la modification des statuts par suite du déménagement des locaux de la CGT.

L'adresse de l'institut est désormais : 2, rue Louis-Blanc à Pau.

La modification des statuts est votée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12 H 30. L'assemblée générale a été suivie d'un repas convivial au restaurant, puis d'une visite au musée Jeanne d'Albret d'Orthez.



L'assemblée générale s'est tenue dans la salle Gascoin, avec l'accueil chaleureux (café et croissants) de Lucien Hilaire du syndicat CGT interpro d'Orthez.



CONFÉRENCE SUR MARTHA DESRUMAUX



Pierre Outteryck

L'historien Pierre Outteryck a retracé avec brio la vie de Martha Desrumaux devant une assemblée attentive qui a découvert le parcours extraordinaire de cette militante.

Les échanges dans la salle ont aussi montré que le combat de Martha est toujours actuel et que nous devons dans la situation actuelle poursuivre le chemin.

Notre institut a fait la proposition en fin de séance d'engager une initiative auprès de la nouvelle municipalité de Pau pour l'obtention d'une rue Martha Desrumaux.



Pierre Outteryck et Alain Serre



Vous pouvez acheter ce livre auprès de l'IHS
CGT 64
ISBN
N°978-2-91467 09 44
13 €

Lutter contre le fascisme : une urgente nécessité.

On les a essayés (1940-1944), voilà pourquoi il est utile d'en marquer les résultats, à PAU.



- **Dimanche 26 avril 2026** : « Journée nationale des victimes et héros de la Déportation », « 81ème Anniversaire de la libération des camps » - **11 h, Place Albert 1er** (derrière le tribunal), « Mémorial de la Résistance et de la Déportation », précédé par trois dépôts de gerbes à 10 h (Palais Beaumont + Stadium de la gare + Place de la Déportation) - château de Pau, Parlement.
- **Vendredi 8 Mai : victoire du 8 Mai 1945** « Capitulation sans condition de l'Allemagne nazie », **10 h 45, Monument aux morts** - Boulevard des Pyrénées (coté château).

- **Dimanche 10 Mai, Parc Beaumont, statue « l'esclavage »** : 11 h, journée nationale de mémoire de la traite des esclaves et de l'abolition de l'esclavage, (une des premières lois sociales).

Il est temps que nous reparticipions à ces commémorations !

Jean-Claude Malé



Bulletin d'adhésion 2026



Nom et prénom :
ou intitulé du syndicat

Adresse :

Courriel : Téléphone :

Adhésion individuelle

- ☐ 17 € - Cotisation de base avec l'abonnement à « Pyrénées 64 en lutte »
- ☐ 31 € - Cotisation + abonnement à la revue « Aperçus »
- ☐ 44 € - Cotisation + abonnement à la revue « Aperçus » et aux « Cahiers d'histoire sociale »

Adhésion collectives (syndicats - associations)

- ☐ 70 € - moins de 50 adhérents
- ☐ 80 € - de 50 à 100 adhérents
- ☐ 90 € - unions locales et + de 100 adhérents
- ☐ 100 € - union départementale

La cotisation comprend l'abonnement à « Pyrénées 64 en lutte » à la revue « Aperçus » et aux « Cahiers d'histoire sociale »

Paiement par chèque à l'ordre de l'IHS CGT 64, en espèces,
ou par virement sur le compte du Crédit mutuel (l'IBAN vous sera fourni sur demande)